

**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le **vingt-huit septembre** à dix-huit heures et trente minutes, les membres du conseil municipal, légalement et individuellement convoqués le 22 septembre 2022, se sont réunis à la Salle des fêtes, sous la présidence de Monsieur Stéphane GARCIA, Premier Adjoint.

Présents : Stéphane GARCIA, Sylviane FERRARO, Bernard RIGEADE, Dominique DESFOUR, Christelle PEPIN, Jacqueline DEVOS, Christian RIOU, Jean-François LAPORTE, Serge SOLER, Mireille PEREZ, Dominique ATTUEL, Thierry ROUX, Emmanuelle ROCA, Patricia COURTIER, Virginie BARRA, Cyrille GAILLARD, Clément CAMBIER, Sylvie CORDIER, Vanessa ONIC, Cindy CLOP, Alexandra PIEDRA, Manon REIG, Maxence RAIMONT-PLA, David BELLUCCI

Excusés : Gérard ENDERLIN

Absents :

Représentés par pouvoir : Thierry LAGNEAU, Pascale CHUDZIKIEWICZ, Alain MILON, Magali CHARMET, Raphaël GUILLERMAIN, Jaouad MARBOH, Hélène BACCHIOCCHI TRINQUET, Sandrine LAGNEAU

A été nommé secrétaire de séance : M. RAIMONT-PLA



**DEL\_2022\_164**

**DEMANDES DE SUBVENTION POUR L'OPERATION DE CREATION D'UN POLE PETITE ENFANCE : TRAVAUX**

Par délibération en date du 30 juin dernier, le Conseil Municipal a approuvé la réalisation de l'opération de création d'un pôle petite enfance, sollicité les partenaires financiers de la ville sur ce projet et validé le plan de financement afférent relatif à la partie travaux.

La CAF a recalculé son montant de participation à ce projet rendant nécessaire l'ajustement du plan de financement. La CAF participe au projet à hauteur de 1 186 406 € et non plus 1 176 500 €.

De plus, l'estimation des travaux en phase APS est réévaluée à 4 905 855 €.

Le Conseil Municipal est invité à :

- retirer la délibération du 30 juin 2022 relative aux demandes de subventions pour l'opération de création d'un pôle petite enfance.
- approuver la réalisation de l'opération de création d'un pôle petite enfance (maîtrise d'œuvre et travaux inclus).
- demander aux partenaires financiers leur intervention sur ce projet pour la partie travaux comme indiqué dans le plan de financement ci-dessous.
- valider le nouveau plan de financement prévisionnel:

Travaux	Montant HT	%	Organisme	Subvention	Montant HT	%
Construction	4 905 855	100%	Etat	FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire)	300 000	6,1%
			Département	CDST (Contrat Département de Solidarité Territoriale) 2020-2022	295 500	6,0%
			CAF	EAJE (Equipement d'Accueil du Jeune Enfant)	948 500	19,3%
			CAF	RPE (Relai Petite Enfance)	200 000	4,1%
			CAF	LAEP (Lieu d'Accueil Parents Enfants)	37 906	0,8%
			Sorgues	Autofinancement	3 123 949	63,7%
<b>TOTAL HT</b>	<b>4 905 855</b>	<b>100%</b>		<b>TOTAL HT</b>	<b>4 905 855</b>	<b>100,0%</b>

- autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ces demandes de subventions.

**Vu** l'avis favorable de la commission finances du 13 Septembre 2022,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin dernier par laquelle la ville a approuvé la réalisation de l'opération de création d'un pôle petite enfance, sollicité les partenaires financiers de la ville sur ce projet et validé le plan de financement afférent relatif à la partie travaux,

**Sur** le rapport présenté par Sylviane FERRARO;

**APRES** en avoir délibéré,

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**RETIRE** la délibération du 30 juin 2022 relative aux demandes de subventions pour la création d'un pôle petite enfance.

**APPROUVE** la création d'un pôle petite enfance.

**DEMANDE** aux partenaires financiers leur intervention sur ce projet pour la partie travaux comme indiqué dans le plan de financement ci-dessus.

**VALIDE** le nouveau plan de financement prévisionnel ci-dessus.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ces demandes de subventions.

**Adopté à l'unanimité**

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.**

Au registre, suivent les signatures.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'Etat dans le département, et de sa publication.*